

PRÉFACE

Un Guide de recherche dans les archives du Conseil d'État (1799-1995), pour quoi faire ?

Bruno Lasserre,
vice-président du Conseil d'État

S'interrogeant sur le rôle du patrimoine dans l'identité et l'histoire nationales, Victor Hugo disait : « Le passé est une partie de nous-mêmes, la plus essentielle peut-être. Tout le flot qui nous porte, toute la sève qui nous vivifie vient du passé. Qu'est-ce qu'un arbre sans racine ? Qu'est-ce qu'un peuple sans son passé ? ». Le regard historique ne saurait en effet être seulement contemplation ; il doit aussi être une philosophie de l'action tant est fort le lien qui unit l'observation du passé, la construction du présent et la préparation de l'avenir. L'archivage des documents d'intérêt public n'est ainsi pas seulement un outil au service des historiens ou du bon fonctionnement de l'État. C'est aussi, et surtout, un outil au service de la construction du patrimoine immatériel qui est à la racine et au fondement même de notre identité nationale. Le Conseil d'État en est parfaitement conscient. S'il a su se réformer, sans renier son héritage républicain, ni son attachement à l'intérêt général et à la protection des libertés, c'est parce qu'il a su inscrire son action consultative et juridictionnelle dans le temps long et qu'il s'est attaché à mieux connaître et comprendre son histoire et ses origines. Sans ce recul, sans cette profondeur historique, le Conseil d'État n'aurait pu, ni su se moderniser pour se mettre au niveau des attentes de nos concitoyens. À cet égard, les conservateurs et les archivistes du Conseil d'État, qui année après année se sont attachés à classer, conserver et préserver ce qui fait la part essentielle de notre histoire et de notre mémoire, lui ont permis de continuer à progresser.

Aujourd'hui, les archives du Conseil d'État se caractérisent par la diversité et la richesse de leur contenu. Les documents conservés résultent des trois grandes missions de cette institution : conseiller le gouvernement, juger l'administration et gérer la juridiction administrative. Même l'incendie de 1871, qui a causé de terribles destructions, n'a

pas fait disparaître toutes les archives antérieures à cette date, de nombreuses sources complémentaires ayant été retrouvées et conservées. Le Conseil d'État collecte également les archives de ses membres, issues de leurs travaux au sein comme à l'extérieur du Palais-Royal, et recueille les documents produits par les juridictions spécialisées ou les commissions spéciales rattachées au Conseil d'État par leur siège, leur composition ou leur secrétariat. Par leur éclectisme autant que leur profondeur, ces documents témoignent de la diversité des parcours des membres du Conseil d'État, de leurs participations respectives au service de l'intérêt général. En cela, ils disent autant de ceux qu'ils décrivent directement, que de leur institution de rattachement et de la manière dont elle conçoit son rôle au service des pouvoirs publics et de l'intérêt général.

Confronté à cette richesse documentaire et à l'importance des traces historiques accumulées, le projet d'un guide de recherche dans les archives du Conseil d'État est né de deux constats : la faible exploitation des fonds d'archives de l'institution, d'une part, et leur dispersion aux Archives nationales, d'autre part. La combinaison de ces deux facteurs rendait la connaissance et la manipulation de ces archives à tout le moins malaisée pour un chercheur expérimenté, voire impraticable pour un lecteur novice.

Deux grands objectifs ont par conséquent guidé les auteurs de ce guide : mieux faire connaître les archives du Conseil d'État tout en fournissant aux chercheurs, universitaires, étudiants, généalogistes, mais aussi tout simplement aux citoyens curieux de leur passé, des outils de compréhension de l'activité du Conseil d'État et des documents produits. Élaboré grâce à l'étroite collaboration du département de l'Exécutif et du Législatif des Archives nationales et de la direction de la bibliothèque et des archives du Conseil d'État, ce guide a également été enrichi et complété des contributions d'autres institutions patrimoniales qui conservent elles aussi des documents historiques sur le Conseil d'État ou ses membres.

Ce guide de recherche offre aux lecteurs avertis comme aux profanes inexpérimentés, une porte d'entrée sur l'histoire et la connaissance du Conseil d'État sur une période de deux siècles, depuis la création du Conseil d'État moderne en 1799 jusqu'à la fin de la vice-présidence de Marceau Long en 1995. Les fonds d'archives sont présentés au travers de plusieurs chapitres chronologiques correspondant à des périodes déterminées de l'histoire institutionnelle et politique de notre pays (le Consulat et l'Empire, la Restauration...). Chaque chapitre est ouvert par une introduction historique destinée

à préciser l'évolution de l'institution sur la période et à faciliter le repérage et l'interprétation des archives qui en résultent. Fruit d'un minutieux travail de recensement, la liste des archives est présentée par grandes missions et complétée par des schémas historicisés de l'organisation des formations administratives et contentieuses. Des fiches méthodologiques permettent en outre de mieux se repérer dans les archives relatives aux affaires contentieuses et administratives ou d'effectuer des recherches biographiques sur les membres et les agents du Conseil d'État ainsi que sur les avocats aux Conseils. À titre d'illustration, quelques parcours de membres du Conseil d'État sont également proposés, mettant en parallèle leurs biographies et les sources d'archives consultables pour accéder à l'information. Ceux de Louis de Cormenin, Ludovic Vitet, Théodore Tissier ou Nicole Questiaux sont ainsi détaillés. Une bibliographie des thèses historiques sur le Conseil d'État vient compléter cet ensemble, ainsi qu'un état des versements du Conseil d'État aux Archives nationales et un glossaire du vocabulaire employé.

Ce guide représente le premier état synthétique des fonds d'archives issues de l'activité du Conseil d'État depuis 1799. Par la richesse des contenus auxquels il fait référence, la rigueur de sa présentation et la profondeur des analyses qui accompagnent le recensement des sources, il constitue un outil de travail indispensable pour toute personne intéressée par l'histoire de notre institution. Je remercie ainsi l'ensemble des personnes à la direction de la bibliothèque et des archives du Conseil d'État et aux Archives nationales qui ont permis la réalisation de ce projet et je forme le vœu que ce guide permette d'ouvrir à la connaissance du plus grand nombre les archives du Conseil d'État et la très riche histoire qui le caractérise.